

Les aides à l'embauche dans les zones en difficultés économiques



Pour lutter contre le chômage, il existe de nombreux dispositifs d'aides à l'embauche s'orientant vers certains secteurs géographiques connaissant des difficultés économiques et sociales - les zones franches urbaines (ZFU), les zones de revitalisation rurale (ZRR), les zones France ruralités revalorisation (ZFRR), les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) - ou touchant des catégories spécifiques de salariés. Découverte de ces dispositifs avec [Entreprendre.Service-Public.fr](https://www.echodumardi.com/tag/entreprendre-service-public-fr/).

EMBAUCHE DANS UNE ZONE EN DIFFICULTÉ

Exonérations sur les bénéfices en zone franche urbaine-territoire entrepreneur (ZFU-TE)

Une entreprise qui s'implante et embauche une main-d'œuvre locale dans une zone franche urbaine - territoire entrepreneurs (ZFU-TE), peut bénéficier d'exonérations fiscales sous certaines conditions. Ce dispositif est valable jusqu'au 31 décembre 2025. [En savoir plus](#)

Zones France ruralités revitalisation (ZFRR) : exonérations sociales

Une entreprise située dans une commune classée en ZFRR ou dans une commune « bénéficiaire » des effets du nouveau zonage, peut être exonérée de charges patronales lors de l'embauche d'un salarié, sous certaines conditions. [En savoir plus](#)

Ecrit par le 9 février 2026

Bassin d'emploi à redynamiser (BER) : exonérations de cotisations sociales

Une entreprise qui s'installe ou réalise une extension d'établissement dans un bassin d'emploi à redynamiser (BER) entre le 1^{er} janvier 2007 et le 31 décembre 2027 peut bénéficier d'exonérations de cotisations sociales. [En savoir plus](#)

Exonérations fiscales et sociales en zones de restructuration de la défense (ZRD)

Une entreprise installée dans une zone de restructuration de la défense (ZRD) peut bénéficier de plusieurs exonérations fiscales et sociales. [En savoir plus](#)

EMBAUCHE DE SALARIÉS SPÉCIFIQUES**Comment Cap emploi vous accompagne pour recruter une personne en situation de handicap ?**

[Entreprendre.Service-Public.fr](#) est parti à la rencontre de Bruno Munoz, expert handicap en entreprise au Cap emploi de Drôme Ardèche. Avec lui, nous avons évoqué la manière dont il accompagne les entreprises dans leur projet de recrutement de personnes en situation de handicap. [En savoir plus](#)

Aides financières pour l'embauche d'un travailleur handicapé

Tout employeur peut bénéficier d'aides financières en cas d'embauche d'un salarié handicapé. Hormis pour un apprenti, l'employeur doit faire une demande auprès de l'Agefiph de reconnaissance de la lourdeur du handicap. [En savoir plus](#)

Recrutement d'un apprenti : ce qui change

Le montant maximum de l'aide à l'embauche d'un apprenti vient d'être modifié. Il s'applique pour les contrats conclus à partir du 24 février 2025. Les conditions pour demander cette aide évoluent également. [En savoir plus](#)

Aides à l'embauche pour un contrat d'apprentissage

Les conditions pour bénéficier de l'aide à l'embauche d'un apprenti sont différentes selon la date de signature du contrat. [En savoir plus](#)

Réduction générale des cotisations patronales (ex-réduction Fillon)

La réduction générale des cotisations patronales, appelée aussi zéro cotisations Urssaf ou anciennement réduction Fillon, permet à l'employeur de baisser le montant de ses cotisations patronales. Cet allègement concerne les salaires qui ne dépassent pas 2 882,88 € bruts par mois. [En savoir plus](#)

Aides à l'embauche en contrat de professionnalisation

L'embauche en contrat de professionnalisation fait l'objet d'aides dont le montant et la nature dépendent du salarié recruté. Ces aides sont soumises à certaines conditions d'obtention. On vous explique la démarche pour les obtenir. [En savoir plus](#)

Ecrit par le 9 février 2026

Découvrez les nouvelles obligations administratives et fiscales



Fiscalité, obligations sociales, déclarations à venir... 2025 s'accompagne de plusieurs changements concrets pour les entreprises. Entre versements à effectuer, nouveaux barèmes applicables, outils numériques à adopter ou règles RH renforcées, [Entreprendre.Service-Public.fr](https://www.entreprendre-service-public.fr) fait le point sur les obligations administratives et fiscales.

Versement trimestriel de la taxe sur les salaires : prochaine échéance au 15 juillet

Vous avez payé entre 4 000 € et 10 000 € de taxe sur les salaires en 2024 ? Dans ce cas, vous devez effectuer votre prochain versement trimestriel. [Lire la suite](#)

Versement mobilité : les nouveaux taux au 1er juillet 2025

Depuis le 1^{er} juillet 2025, plusieurs changements et taux relatifs au versement mobilité évoluent. [Entreprendre.Service-Public.fr](https://www.entreprendre-service-public.fr) vous informe de ces nouveaux changements. [En savoir plus](#)

Déclaration des biens immobiliers : votre entreprise est-elle concernée ?



Ecrit par le 9 février 2026

Cette année, les entreprises propriétaires de biens immobiliers sont sollicitées par l'administration fiscale afin d'indiquer la situation d'occupation de ces biens. Explications. [Lire les explications.](#)

Un simulateur d'aides fiscales pour accompagner les entreprises innovantes

Ce nouvel outil permet aux entreprises d'estimer rapidement leur éligibilité à plusieurs dispositifs publics de soutien à l'innovation, à la R&D et à la normalisation. [En savoir plus](#)

Taxe foncière et CFE : optez pour le prélèvement mensuel

Votre entreprise est redevable de la CFE ou de la taxe foncière (sur les propriétés bâties ou sur les propriétés non bâties) ? Si c'est le cas, vous pouvez opter dès maintenant pour la mensualisation du paiement de ces taxes. [En savoir plus](#)

Affectation du solde de la taxe d'apprentissage sur SOLTéA : le calendrier 2025

Le solde de la taxe d'apprentissage (TA), qui a été déclaré et versé par l'employeur dans la DSN d'avril, vise à développer les formations initiales technologiques et professionnelles et l'insertion professionnelle. L'ouverture de la 1^{re} campagne d'affectation des fonds du solde de la TA était fixée au 26 mai. [En savoir plus](#)

Fraude fiscale : infractions et sanctions

La fraude fiscale se définit comme l'ensemble des procédés frauduleux permettant d'échapper volontairement à l'impôt. L'auteur de la fraude et ses éventuels complices encourent des sanctions pénales et fiscales. [En savoir plus](#)

Litige avec l'administration fiscale : comment faire un recours amiable ?

En cas de désaccord avec l'administration fiscale, plusieurs possibilités de recours permettent de trouver une solution à l'amiable. L'entreprise peut faire un recours gracieux, demander une transaction fiscale, solliciter le conciliateur fiscal départemental ou le médiateur des ministères économiques et financiers. Il existe des voies de recours spécifiques en cas de désaccord lors d'un contrôle fiscal. [En savoir plus](#)

Généralisation de la facturation électronique au 1^{er} septembre 2026

L'obligation pour les entreprises établies en France d'émettre et de recevoir des factures électroniques s'appliquera progressivement à partir du 1^{er} septembre 2026. Dans le cadre de cette obligation, il est impératif de choisir une plateforme de dématérialisation partenaire (PDP). [En savoir plus](#)

L.G.